

CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD
NORTH ATLANTIC COUNCIL

EXEMPLAIRE N° 75
COPY

ORIGINAL : ANGLAIS
5 juillet 1963

NATO CONFIDENTIEL
DOCUMENT
AC/127-D/128

COMITE ECONOMIQUE

voir Rect. à la suite

EVOLUTION RECENTE DE LA SITUATION ECONOMIQUE DES PAYS
SATELLITES EUROPEENS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Note du Président du Sous-Comité sur la Politique
Economique Soviétique

Le Sous-Comité sur la Politique Economique Soviétique a établi le rapport ci-joint sur la base d'une part des documents officiels relatifs à l'exécution des plans économiques pour 1962, aux plans économiques pour 1963 ainsi qu'aux différents plans de 5 à 7 ans et, d'autre part, des informations supplémentaires fournies par les délégations.

2. Ce rapport est le premier qui soit consacré à l'évolution économique des pays satellites européens. Le Sous-Comité a décidé de le soumettre au Comité Economique pour compléter ses rapports sur l'Union Soviétique (1) et sur la Chine Continentale (2) de manière à couvrir ainsi l'évolution économique dans l'ensemble des pays communistes.

(Signé) A. VINCENT

OTAN/NATO
Paris, XVIe.

-
- (1) AC/127-D/127
(2) AC/127-D/129

NATO CONFIDENTIEL

EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE DES PAYS
SATELLITES EUROPEENS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Rapport du Sous-Comité sur la Politique Economique Soviétique

	<u>Sommaire</u>	<u>Page</u>
PARTIE A - APERÇU D'ENSEMBLE		5
PARTIE F - ANALYSE PAR PAYS		11
I. Zone soviétique d'occupation en		11
Allemagne		17
II. Tchécoslovaquie		23
III. Pologne		29
IV. Roumanie		35
V. Hongrie		39
VI. Bulgarie		43
VII. Albanie		

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau 1 : Produit matériel net	}	(taux d'expansion)
2 : Production industrielle		
3 : Production agricole		
4 : Productivité		
5 : Investissements		
6 : Commerce extérieur		
7 : Population		
8 : Taux de change des monnaies satellites		
9 : Production industrielle (en quantité)		
10 : Production agricole (en quantité)		

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

PARTIE A : APERÇU D'ENSEMBLE

Introduction

1. Les sept pays satellites européens - Albanie, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Zone soviétique d'occupation en Allemagne (1), Hongrie, Pologne et Roumanie - ont une population totale qui approche les 100 millions d'habitants, et une superficie d'un million de kilomètres carrés (0,4 million de milles carrés environ). Ils comprennent des pays fortement industrialisés, tels que la Zone soviétique d'occupation en Allemagne et la Tchécoslovaquie, des pays mi-industriels, mi-agricoles, tels que la Pologne et la Hongrie et des pays à caractère agricole plus prononcé tels que la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie.

2. L'économie des principaux pays industrialisés - Zone soviétique d'occupation en Allemagne et Tchécoslovaquie - est le plus intimement liée à l'économie soviétique. Elle est également parmi les plus dogmatiques en ce qui concerne l'organisation économique, et notamment la collectivisation. La Pologne est considérée comme étant le pays le plus libéral, ou le plus pragmatique, car c'est le seul pays de ce groupe où la grande majorité des terres est maintenant propriété privée des cultivateurs, et certaines industries exportatrices importantes y jouissent d'une plus grande liberté d'action. Ce dernier trait s'applique également, mais dans une moindre mesure, à la Hongrie et à la Bulgarie. La Roumanie ayant reçu une aide et des crédits soviétiques moins importants que les autres pays (exception faite de la Tchécoslovaquie) et étant bien dotée en matières premières, joue un rôle quelque peu indépendant dans le COMECON, bien qu'elle soit l'un des pays où l'organisation est la plus rigide. L'Albanie se situe à l'extrême gauche et, privée en 1961 de toute aide et de tout crédit après son ralliement à Mao Tsé Tung, ne participe plus aux activités du COMECON.

Plans

3. Ce sont les pays du monde communiste où l'industrialisation est la plus avancée, à savoir la Zone soviétique d'occupation en Allemagne et la Tchécoslovaquie, qui ont éprouvé les plus grandes difficultés pour l'exécution de leur plan en 1962. Ces deux pays ont dû abandonner leurs plans (Plan de sept ans, 1959-1965 pour la Zone soviétique d'occupation en Allemagne, et Plan de cinq ans, 1961-1965 pour la Tchécoslovaquie) et entreprendront en 1964 l'exécution d'un nouveau plan de sept ans, rompant de ce fait la synchronisation au sein du COMECON qui aurait voulu que tous les plans en cours soient terminés en 1965.

(1) L'emploi du mot "pays" lorsqu'il s'agit de la Zone soviétique d'occupation en Allemagne n'implique pas que cette zone d'occupation est considérée comme un pays indépendant au même titre que les autres satellites de l'URSS.

Des échecs répétés et des résultats peu satisfaisants ont obligé les planificateurs du régime à entreprendre une estimation plus réaliste de leur économie ; en conséquence, exception faite éventuellement des plans agricoles, les plans pour 1963 semblent plus réalistes que ceux des années précédentes.

Produit matériel net

4. Pour les satellites européens, 1962 a été une année plutôt mauvaise. Aucun d'eux n'a été capable d'atteindre l'objectif assigné au produit matériel net ; l'expansion a été pratiquement nulle en Tchécoslovaquie ; elle a atteint seulement 2,5 % en Pologne, 3 % environ pour la Zone soviétique d'occupation en Allemagne, 5 % en Hongrie, 6 % en Bulgarie, 7 % en Roumanie et 8 % en Albanie. Pour l'ensemble de l'Europe orientale, la moyenne a été probablement de l'ordre de 3 %, alors qu'elle avait été de 6 % en 1960 et en 1961.

Production industrielle

5. Les objectifs industriels pour 1962 semblent avoir été presque atteints, et même parfois dépassés, dans tous les pays satellites européens. Les accroissements ont été de 6 % (Zone soviétique d'occupation en Allemagne et Tchécoslovaquie), 8 % à 9 % (Pologne et Hongrie), 11 % (Bulgarie). Avec un accroissement de 14,7 %, la Roumanie reste le pays du bloc soviétique dont la production industrielle a le taux d'accroissement le plus élevé. Cependant, dans tous les pays on a pu constater une nouvelle diminution du taux d'expansion.

6. Les objectifs atteints ou prévus pour la production industrielle dans les différents pays reflètent la nouvelle politique de répartition du travail du COMECON, qui se traduira bientôt par des modifications de la structure des économies. Le principal effort semble s'être porté sur l'accroissement de l'industrie chimique, notamment plastiques et engrais, dont la Zone d'occupation soviétique en Allemagne est le producteur le plus important. Toutefois, la Tchécoslovaquie et la Hongrie ont également enregistré d'importants progrès dans ce domaine. La Tchécoslovaquie et la Zone soviétique d'occupation en Allemagne sont les fournisseurs les plus importants de matériel et d'équipement mécaniques ; la Pologne se spécialise dans le matériel et les usines de produits chimiques, les tracteurs, les autobus et les bateaux ; la Bulgarie dans le matériel électrique et les tours. La Hongrie est le principal exportateur d'aluminium. La Roumanie semble développer de façon plus ou moins indépendante son importante industrie pétrochimique et son industrie mécanique.

Agriculture

7. La production agricole a été faible dans tous les pays de cette région. En Tchécoslovaquie, les récoltes ainsi que le cheptel sont en baisse ; en Pologne, les récoltes ont été bien

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

en-dessous des résultats exceptionnellement bons de 1961, mais l'accroissement du cheptel a partiellement compensé cette perte. Il n'y a qu'en Bulgarie et en Albanie qu'on a pu constater un accroissement général de la production.

8. Depuis qu'a commencé la campagne de collectivisation, le rendement de l'agriculture a été extrêmement peu satisfaisant. En conséquence, plusieurs pays satellites - Hongrie, Tchécoslovaquie et Bulgarie - ont adopté en 1962 des mesures destinées à encourager l'élevage du bétail sur les terrains privés laissés à la disposition des fermes collectives, un programme de pensions, ou un salaire minimum garanti. Les investissements dans l'agriculture seront augmentés en 1963, surtout en Tchécoslovaquie et en Pologne, aux dépens des objectifs concernant la production industrielle, prévus à l'origine dans les Plans de Cinq Ans. La mauvaise gestion des fermes collectives et d'état, le manque de réalisme des objectifs fixés à la production, l'insuffisance de la mécanisation, la baisse du moral et le manque d'intérêt manifesté par les paysans font de l'agriculture le problème le plus grave dans tous les pays satellites.

Commerce extérieur

9. Tous les pays satellites européens sont, dans une large mesure, tributaires du commerce extérieur, contrairement à l'Union soviétique où sa part dans le produit national brut n'est pas estimée à plus de 5 %. Bien que la nature du système des prix rende toute comparaison extrêmement difficile, on peut estimer que la part du commerce extérieur dans le produit national brut des satellites varie de moins de 15 % (Roumanie) à près de 30 % (Hongrie).

10. Tous les pays satellites sont tributaires de l'Union soviétique pour les livraisons de matières premières, telles que minéral de fer, pétrole brut, métaux non ferreux, etc., mais ils doivent s'adresser à l'Ouest pour obtenir l'équipement moderne nécessaire à l'exécution de leurs ambitieux programmes d'industrialisation, ainsi que pour les produits alimentaires, lorsque ceux-ci font défaut. Ils ont besoin de l'Union soviétique qui leur fournit aide et crédit ; la Pologne en a été le principal bénéficiaire, suivie par la Zone soviétique d'occupation en Allemagne, la Bulgarie, la Hongrie et l'Albanie, alors que la Roumanie et la Tchécoslovaquie n'en ont reçu que relativement peu. (1)

(1) Dans la terminologie soviétique, le mot "aide" peut recouvrir des notions aussi diverses que l'annulation des réparations, le transfert de participations soviétiques dans les compagnies mixtes, la restitution des droits de propriété sur d'anciens biens ennemis, la réduction de la contribution à l'entretien de troupes soviétiques dans des pays ex-ennemis tels que la Zone soviétique d'occupation en Allemagne, la Hongrie et la Roumanie, aussi bien que l'assistance technique, l'attribution de crédits commerciaux ou d'investissement.